DEPARTEMENT DU RHONE — 7e CIRCONSCRIPTION

ELECTION LEGISLATIVE DU 23 NOVEMBRE 1958

Prosper DELAGOUTTE, candidat présenté par

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices, Electeurs,

Dimanche 23 novembre, vous êtes appelés à élire votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Vous comprenez l'importance que revêt votre choix dans une situation qui provoque votre mécontentement et votre inquiétude. **Mécontentement** parce que le coût de la vie ne cesse d'augmenter malgré toutes les promesses de baisse, qui ne valent pas plus aujourd'hui qu'hier, parce que la crise du logement s'aggrave tandis que pèse la menace d'une hausse considérable des loyers. **Inquiétude** parce que se développent les premiers signes d'une crise économique qui s'est manifestée déjà par les licenciements et les réductions d'horaires entrainant une baisse des salaires pour de nombreux travailleurs et des difficultés accrues à la campagne et en raison de la poursuite de la guerre d'Algérie où la fleur de notre jeunesse est exposée à la mort, tandis que des centaines de milliards sont engloutis, qui manquent terriblement pour les besoins civils.

Cette situation est le fruit amer de la politique réactionnaire menée depuis onze ans par les Partis qui se sont succédé au gouvernement après en avoir exclu les communistes en mai 1947.

Le 2 janvier 1956, le peuple avait voté à gauche, pour que ça change. Vos grandes espérances ont été déçues. Guy Mollet et les dirigeants socialistes, refusant l'union des Forces de Gauche, ont permis à la droite, de diriger, en fait, les affaires de la France.

C'est l'anticommunisme qui a servi de prétexte à cette politique de division des forces républicaines. L'anticommunisme a toujours servi de paravent pour préparer et faire les mauvais coups contre le peuple et la Nation.

Le Parti Communiste peut se présenter devant vous la tête haute. Il ne porte aucune responsabilité dans la situation désastreuse dont souffrent les travailleurs. Il a toujours été fidèle aux engagements pris devant le corps électoral. C'est parce qu'ils veulent continuer et aggraver la néfaste politique menée ces dernières années que les Partis responsables : R. P. F. (aujourd'hui U. N. R.), Indépendants, M. R. P., Radicaux, Socialistes, qui sont d'ailleurs tous représentés dans le gouvernement de Gaulle avec Soustelle, Pinay, Guy Mollet, Pflimlin, Ramonet, voudraient éliminer les députés communistes, les meilleurs défenseurs du peuple.

Telle est la raison du retour au scrutin d'arrondissement, condamné avant-guerre par tous les républicains, stigmatisé par Jaurès comme : « ...étant un acte de défiance envers le suffrage universel... »

Dans le Rhône, avouait un journal bourgeois, « le découpage des circonscriptions est défavorable aux communistes, des cantons dont le corps électoral est traditionnellement conservateur ayant été joints à d'autres cantons à fort électorat communiste. » C'est dans le but de priver les travailleurs de leurs élus communistes que, par exemple, le canton de Saint-Genis-Laval a été détaché du canton de Givors. Comment expliquer en outre que la commune de Tassin est rattachée à notre circonscription alors que toutes les autres communes du canton de Vaugneray font partie d'une autre circonscription. Est-ce pour permettre à M. Dugoujon d'avoir le maire de Tassin comme suppléant ?

Où est la moralité dans tous ces tripatouillages ? Où est la moralité dans l'accord de désistement intervenu entre l'homme de Pinay, Lacombe et le candidat de Soustelle, Danilo ? Tous deux d'ailleurs ne manqueront pas, comme ils en ont l'habitude, de se livrer à un anticommunisme vulgaire et éculé.

Mais les travailleurs, les républicains, ne se laisseront pas abuser. Ils savent que, au cours du dernier quart de siècle, c'est seulement lorsque les communistes étaient dans la majorité ou au gouvernement, comme en 1936 et 1945, qu'ils obtinrent les plus grandes conquêtes sociales : 40 heures, congés payés, conventions collectives, nationalisations, Sécurité Sociale et prestations familiales, retraite des vieux, statut de la Fonction publique, Office du blé, etc...

Et même depuis le 2 janvier 1956, c'est grâce aux 150 voix des communistes et progressistes que furent votés les trois semaines de congés payés, la réduction des abattements de zone, le Fonds National de Solidarité pour les Vieux. C'est d'ailleurs ce qui attire au Parti Communiste, la haine du grand patronat et de ses Partis, les calomnies, les mensonges de la grande presse et de la radio à leur service.

Raison de plus pour que, dimanche 23 novembre, vous leur fassiez plus que jamais confiance.

Le peuple, la France, ont besoin à l'Assemblée d'une forte opposition communiste pour s'opposer aux prétentions de plus en plus arrogantes des banquiers et grands industriels. Les députés communistes auront d'autant plus de force et d'efficacité qu'ils pourront se réclamer de millions d'électeurs et s'appuyer sur l'action unie des travailleurs. Les communistes considèrent que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes c'est le socialisme.

Cependant, ils pensent qu'il est possible dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation par l'application du programme de justice sociale et de salut national suivant :

1) **RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES,** par l'augmentation des salaires, traitements et retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures, sans diminution de salaires, création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.

2) **PAIX EN ALGERIE,** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établissement avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux -- y compris la Guinée -- de rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3) **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX,** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4) **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES et REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

-- de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique et à la recherche scientifique, à la culture, les moyens nécessaires à la grandeur française ;

-- de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5) **GARANTI DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux futurs et jeunes ménages.

6) **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :**

-- par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques, liberté d'opinion, liberté syndicale, liberté de la presse et de réunion ;

-- par le contrôle du peuple sur les élus ;

-- par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Pour que ça change..!

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre Peuple et aux intérêts de la Nation, pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un Groupe Communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix :

Pour la victoire de la République !

Pour l'avenir de la France !

Votez et faites voter pour le candidat du Parti Communiste Français

Le seul candidat de gauche capable de barrer la route à la réaction
Dès le 1er tour, votez utile, votez efficace, votez pour

Prosper
DELAGOUTTE



Métallurgiste,
Vice président du
Conseil d'administration
de la Caisse régionale
d'Allocations familiales.

Remplaçant éventuel :

Georges COMMARMOND

Cheminot,
Conseiller municipal d'Oullins.

Vu : Le Candidat.

P. S. — Tout bulletin de vote portant une rature du candidat ou de son remplaçant éventuel ou tout autre modification, serait annulé. Il est donc indispensable de n'y rien modifier.

Imp. Martel. — Givors.